

Guerre d'Ukraine : un embarras pour Pékin

Marc Julienne

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/3 Automne**, PAGES 103 À 115
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037304803

DOI 10.3917/pe.223.0103

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-3-page-103?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Guerre d'Ukraine : un embarras pour Pékin

Par **Marc Julienne**

Marc Julienne est chercheur, responsable des activités Chine au Centre Asie de l'Ifrri.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, Pékin adopte une neutralité de façade mais soutient en réalité Moscou. Les dirigeants chinois et russes louent la solidité des liens entre leurs pays. Cependant, la Russie est en train de se placer dans une situation de dépendance à l'égard de la Chine. Au-delà des discours, Pékin refuse de s'engager dans le conflit ukrainien et fait preuve de retenue. Cette prudence s'explique notamment par la fragilisation de la position internationale de la Chine.

politique étrangère

Depuis le début de la guerre en Ukraine, la Chine suscite autant d'espoir que de crainte, par l'influence qu'elle pourrait avoir si elle décidait de peser réellement dans le conflit, en faveur d'un soutien actif à la Russie ou d'un cessez-le-feu. Près de six mois après le début des hostilités, force est de constater que la république populaire de Chine (RPC) reste au second plan, conservant un discours ambigu et empreint de contradictions. Les ressorts de ce discours doivent être décryptés pour éclairer la réalité de son positionnement derrière les déclarations diplomatiques. Il faut également appréhender les conséquences de la guerre pour Pékin à ce stade du conflit, en particulier sur le risque d'offensive contre Taïwan. Enfin, la guerre relance avec une acuité nouvelle le débat sur la nature du partenariat sino-russe.

Une neutralité de façade : décryptage du discours chinois

Depuis l'invasion de l'Ukraine, la Chine affirme tenir une position neutre dans le conflit et jouer un rôle constructif. Pékin a, dès les premiers jours, appelé « toutes les parties à exercer de la retenue et réduire les tensions à travers le dialogue, la consultation et la négociation¹ ». Pour autant, ce

1. « Foreign Ministry Spokesperson Hua Chunying's Regular Press Conference on February 24, 2022 », ministère des Affaires étrangères de la république populaire de Chine, 24 février 2022, disponible sur : www.fmprc.gov.cn.

discours de neutralité cache un soutien tacite à Vladimir Poutine. Le pouvoir chinois refuse d'utiliser le terme d'« invasion » ou d'« agression », et préfère l'expression officielle du Kremlin d'« opération militaire spéciale ». Bien qu'il continue de reconnaître que « l'Ukraine est bien sûr un pays souverain² », il nuance : « la question de l'Ukraine a un contexte historique spécial et [comprend] les préoccupations de sécurité légitimes de la Russie³ ».

Xi Jinping n'a eu aucun contact avec le président Zelenski

De plus, alors que le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, s'est entretenu par téléphone avec son homologue ukrainien Dmytro Kuleba à deux occasions seulement depuis le début du conflit (le 1^{er} mars et le 4 avril), il a échangé à plusieurs reprises avec Sergueï Lavrov, y compris lors de deux rencontres directes, en Chine en mars et en Indonésie en juillet en marge du G20. Le président Xi Jinping, quant à lui, n'a eu aucun contact avec le président ukrainien Zelenski, alors qu'il a échangé deux fois avec Vladimir Poutine, notamment lors d'un appel de ce dernier le jour de l'anniversaire de Xi, le 15 juin. Si Pékin se révèle faussement neutre entre la Russie et l'Ukraine, sa position sur la responsabilité du conflit est en revanche très claire. Pékin s'aligne encore sur le discours du Kremlin : les États-Unis et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) sont « les coupables de la crise⁴ », tout particulièrement Washington qui a « allumé l'incendie, attisé les flammes et ajouté de l'huile dessus », selon la formule martelée par le porte-parolat du ministère chinois des Affaires étrangères⁵.

La contradiction du discours officiel chinois, qui souligne ce semblant de neutralité, se traduit par un soutien permanent aux pourparlers de paix sans nulle initiative qui permettrait d'y parvenir. Depuis les premières heures du conflit, Pékin appelle à « résoudre les différends pacifiquement à travers le dialogue et la consultation ». Les responsables chinois affirment⁶ que « la Chine va continuer de jouer un rôle constructif

2. *Ibid.*

3. « Foreign Ministry Spokesperson Wang Wenbin's Regular Press Conference on February 25, 2022 », ministère des Affaires étrangères de la république populaire de Chine, 25 février 2022, disponible sur : www.fmprc.gov.cn.

4. « Foreign Ministry Spokesperson Zhao Lijian's Regular Press Conference on March 17, 2022 », ministère des Affaires étrangères de la république populaire de Chine, 17 mars 2022, disponible sur : www.fmprc.gov.cn.

5. « Foreign Ministry Spokesperson Hua Chunying's Regular Press Conference on February 24, 2022 », *op. cit.*

6. « Foreign Ministry Spokesperson Wang Wenbin's Regular Press Conference on March 2, 2022 », ministère des Affaires étrangères de la république populaire de Chine, 2 mars 2022, disponible sur : www.fmprc.gov.cn.

dans la promotion de la désescalade en Ukraine ». Pourtant, aucune initiative concrète n'a encore été prise par Pékin pour favoriser cette désescalade.

Des responsables chinois ont certes formulé diverses listes de positions et de propositions sur la crise ukrainienne, mais dans des termes généraux, peu concrets et souvent redondants. Du reste, ces initiatives ont été très peu mises en avant par les diplomates chinois et les médias d'État. La première de ces listes, « La position en 5 points de la Chine sur l'Ukraine⁷ », date du 26 février 2022. Elle a été exposée par Wang Yi lors de conversations bilatérales avec la secrétaire des Affaires étrangères du Royaume-Uni, Liz Truss, le représentant de l'Union européenne (UE) pour les Affaires extérieures, Josep Borrell, et le conseiller diplomatique du président Macron, Emmanuel Bonne. Cette « position » comprend des formules générales telles que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la « sécurité commune », le dialogue et le rôle de l'Organisation des Nations unies (ONU), mais aucune mesure concrète n'est détaillée.

« La position en 5 points de la Chine sur la question de l'Ukraine :

1. La Chine soutient que la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays doivent être respectées et protégées et que les buts et principes de la Charte des Nations unies doivent être respectés avec le plus grand sérieux.
2. La Chine défend une sécurité commune, globale, coopérative et durable. La Chine estime que la sécurité d'un pays ne doit pas se faire au détriment de la sécurité des autres pays [...].
3. La Chine suit de près l'évolution de la question ukrainienne. La situation actuelle n'est pas ce que nous voulons voir. La priorité absolue est désormais que toutes les parties fassent preuve de la retenue nécessaire pour éviter que la situation actuelle en Ukraine ne s'aggrave ou même ne devienne incontrôlable.
4. La Chine soutient et encourage tous les efforts diplomatiques en faveur d'un règlement pacifique de la crise ukrainienne. La Chine appelle de ses vœux le dialogue direct et des négociations entre la Russie et l'Ukraine, le plus tôt possible.
5. La Chine estime que le Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU) doit jouer un rôle constructif dans le règlement de la question ukrainienne et donner la priorité à la paix et à la stabilité régionales et à la sécurité

7. « Wang Yi Expounds China's Five-Point Position on the Current Ukraine Issue », ministère des Affaires étrangères de la république populaire de Chine, 26 février 2022, disponible sur : www.fmprc.gov.cn.

universelle de tous les pays. Les mesures prises par le CSNU devraient aider à calmer la situation et faciliter un règlement diplomatique au lieu d'alimenter les tensions et de provoquer une nouvelle escalade. Compte tenu de cela, la Chine a toujours désapprouvé l'invocation délibérée du chapitre VII de la Charte des Nations unies qui autorise le recours à la force et aux sanctions dans les résolutions du CSNU. »

Le 8 mars 2022, Xi Jinping a quant à lui promu – lors d'un échange virtuel avec Emmanuel Macron et Olaf Scholz – « Les 4 devoirs⁸ », reprenant peu ou prou « La position en 5 points ».

« Les 4 devoirs :

1. La souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays doivent être respectées.
2. Les buts et principes de la Charte des Nations unies doivent être pleinement respectés.
3. Les préoccupations légitimes de sécurité de tous les pays doivent être prises au sérieux.
4. Tous les efforts favorables au règlement pacifique de la crise doivent être soutenus. »

Le 31 mars 2022, Wang Yi a publié une nouvelle liste, « Les 5 volets de la persévérance de la Chine sur la question de l'Ukraine⁹ ». Il s'agit d'une nouvelle mouture des mêmes éléments de langage (appel au cessez-le-feu, respect de la charte de l'ONU, préservation des intérêts légitimes de tous les pays), ajoutant la condamnation de la « mentalité de guerre froide » et la promotion de la paix et de la stabilité dans la région Asie-Pacifique.

« Les 5 volets de la persévérance de la Chine sur la question de l'Ukraine :

1. Nous persévérons à promouvoir les pourparlers de paix dans la bonne direction. Nous soutenons que le dialogue et la négociation sont la seule issue, nous nous opposons à jeter de l'huile sur le feu et à intensifier la confrontation, appelons à la conclusion d'un cessez-le-feu et à la fin du conflit, et soutenons la Russie et l'Ukraine dans la poursuite d'un dialogue direct.

8. « Xi Holds Virtual Summit With Leaders of France, Germany », CGTN, 9 mars 2022, disponible sur : news.cgtn.com.

9. « Wang Yi Talks about China's Five-Pronged Perseverance on Ukraine Issue », ministère des Affaires étrangères de la république populaire de Chine, 1^{er} avril 2022, disponible sur : www.fmprc.gov.cn.

2. Nous persévérons à soutenir les normes fondamentales régissant les relations internationales. Nous prôtons le respect des buts et principes de la Charte des Nations unies ainsi que la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays, et nous nous opposons à placer les petits et moyens pays en première ligne des jeux géopolitiques.
3. Nous persévérons à empêcher la résurgence de la mentalité de guerre froide.
4. Nous persévérons à défendre les droits et intérêts légitimes de tous les pays. Nous nous opposons aux sanctions unilatérales qui n'ont aucun fondement dans le droit international et appelons à la sauvegarde des chaînes industrielles et d'approvisionnement internationales pour éviter de nuire aux échanges économiques et commerciaux normaux et à la vie des gens.
5. Nous persévérons à consolider la paix et la stabilité dans la région Asie-Pacifique. »

Le 7 mars 2022, le ministre avait également présenté « L'initiative en 6 points de la Chine pour prévenir la crise humanitaire en Ukraine¹⁰ ». Plus que d'une initiative, il s'agissait de recommandations convenues (protection des civils, accès humanitaire, protection des ressortissants étrangers) censées s'appliquer à tous, mais sans que soit proposée de méthode de mise en œuvre, ni d'action spécifique. La question de l'aide humanitaire est particulièrement représentative de la position chinoise, puisque Pékin appelle à fournir de l'aide et prétend formuler des initiatives dans ce sens, alors même que sa contribution reste minimale. Le 9 mars, Pékin a livré pour 5 millions de renminbi (RMB) – soit l'équivalent de 730 000 euros – de nourriture et de biens de première nécessité, et a annoncé le 21 mars envoyer prochainement une deuxième livraison d'une valeur de 10 millions RMB – 1,46 million d'euros. Au total, l'aide humanitaire de la Chine à l'Ukraine s'élève donc à environ 2,2 millions d'euros – une goutte d'eau comparé au fonds de 100 millions d'euros créé par la France¹¹ ou aux 27,6 millions d'euros levés par le gouvernement taïwanais auprès de sa population¹².

« L'initiative en 6 points de la Chine pour prévenir la crise humanitaire en Ukraine :

10. « China Calls for Preventing Large-Scale Humanitarian Crisis in Ukraine, Pledges Aid », Xinhua News Agency, 7 mars 2022, disponible sur : english.news.cn.

11. « Point sur le soutien apporté par la France à l'Ukraine et à la Moldavie », Élysée, 2 mai 2022, disponible sur : www.elysee.fr.

12. « Foreign Minister Wu Announces Fourth Disbursement of Relief Funds, Totaling US\$8 Million, During Videoconference with Kyiv Mayor in Show of Solidarity with Ukrainian People », ministère des Affaires étrangères de la république populaire de Chine, 22 avril 2022, disponible sur : en.mofa.gov.tw.

1. Des efforts doivent être faits pour s'assurer que les opérations humanitaires respectent les principes de neutralité et d'impartialité et pour éviter de politiser les questions humanitaires.
2. Une attention toute particulière doit être accordée aux personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Ukraine, et des efforts doivent être faits pour leur fournir un abri convenable.
3. Il faut assurer la protection des civils et prévenir les catastrophes humanitaires secondaires en Ukraine.
4. Des efforts doivent être faits pour assurer des activités d'aide humanitaire sûres et fluides, notamment en fournissant un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave.
5. Assurer la sécurité des ressortissants étrangers en Ukraine, leur permettre un départ en toute sécurité et les aider à retourner dans leur pays d'origine.
6. Un soutien doit être apporté au rôle de coordination des Nations unies dans l'acheminement de l'aide humanitaire et à son travail de coordinateur de crise pour l'Ukraine. »

Ces quatre listes de positions et de recommandations tentent de donner corps à la posture d'une Chine qui cherche à se présenter comme un acteur actif et constructif dans la crise, même si sa contribution réelle demeure négligeable. Comme par un procédé performatif, Pékin semble ainsi estimer que déclaration vaut action.

Les raisons de l'inaction

Diverses raisons peuvent expliquer cette inaction. Tout d'abord, la RPC ne dispose pas d'expérience en médiation dans les crises internationales – sa tradition diplomatique non interventionniste est héritée de Mao. Par ailleurs, Xi Jinping prendrait un risque inconsidéré à soutenir plus activement Moscou. L'économie chinoise reste très dépendante des exportations, et ses deux premiers partenaires commerciaux sont l'UE et les États-Unis. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, n'a pas manqué de rappeler que le commerce bilatéral entre la Chine et l'UE s'élevait à deux milliards d'euros par jour, contre seulement 330 millions d'euros quotidiens entre la Chine et la Russie¹³. Européens et Américains se sont aussi montrés très clairs sur le fait que toute aide chinoise à la Russie pour contourner les sanctions ferait l'objet de contre-mesures visant Pékin.

13. « Déclaration de la présidente von der Leyen lors de la conférence de presse conjointe avec le président Michel à la suite du sommet UE-Chine par vidéoconférence », Commission européenne, 1^{er} avril 2022, disponible sur : ec.europa.eu.

En outre – et c’est la raison la plus décisive –, le gouvernement central chinois est confronté à des priorités autrement plus urgentes sur la scène intérieure. Premièrement, le début de l’année 2022 a été marqué par les reprises épidémiques de Covid-19 et des confinements stricts. Shanghai, capitale économique et ville la plus peuplée de Chine avec 25 millions d’habitants, a été confinée pendant plus de deux mois. Cela a provoqué un nouveau choc sur une économie qui connaissait déjà un fort ralentissement et des risques systémiques sur le secteur immobilier, autre relais de croissance avec les exportations. Deuxièmement, la crise sanitaire, économique et potentiellement sociale intervient dans un contexte politique de grande sensibilité, à quelques mois du XX^e Congrès du Parti communiste. Celui-ci se tiendra à l’automne 2022 et devrait reconduire Xi Jinping à la tête du pays pour un troisième mandat. La stabilité intérieure reste ainsi la priorité numéro un du secrétaire général Xi.

La fragilisation de la position internationale de la Chine

Les contradictions du discours officiel chinois au sujet de l’Ukraine – entre neutralité et soutien tacite à la Russie, entre un rôle constructif déclaratoire et l’absence d’action – révèlent un certain malaise à Pékin sur la manière de se positionner pour sauvegarder, ou maximiser, ses intérêts dans la guerre. En effet, si la Chine peut voir d’un œil favorable certaines conséquences du conflit – comme le défi posé à l’UE et l’OTAN ainsi qu’aux États-Unis ou une éventuelle diversion de l’attention portée à la région indopacifique –, l’instabilité générée sur les équilibres mondiaux constitue un facteur d’incertitude redouté par les dirigeants chinois.

Près de six mois après l’éclatement du conflit, les coalitions démocratiques occidentales se trouvent renforcées politiquement. L’UE se montre soudée pour soutenir l’Ukraine, à l’exception de la Hongrie. L’Allemagne a opéré sa révolution copernicienne en matière stratégique, et pourrait jouer un rôle prépondérant à l’avenir pour renforcer l’autonomie européenne vis-à-vis de la Russie et de la Chine dans les domaines énergétique, économique et militaire. La crise existentielle que traversait l’OTAN semble résorbée, l’organisation ayant trouvé une nouvelle dynamique avec le lancement du processus d’adhésion de la Suède et de la Finlande. Au-delà de l’Europe, des dizaines d’États à travers le monde ont soutenu les sanctions contre le régime de Vladimir Poutine, y compris certaines sanctions inédites comme l’exclusion des banques russes du système SWIFT.

De plus, si les relations du monde occidental avec Moscou sont au point mort, celles avec Pékin ne sont pas en bien meilleure posture. La Chine

Les Européens ne sont pas dupes du jeu trouble de Pékin

demeure plus que jamais la priorité stratégique des États-Unis. Quant aux Européens, ils ne sont pas dupes du jeu trouble de Pékin dans la guerre en Ukraine, qui ne fait que renforcer leur méfiance. Lors du sommet UE-Chine du 1^{er} avril, qui a réuni Charles Michel, Ursula von der Leyen, Li Keqiang et Xi Jinping, les dirigeants européens n'ont pas hésité à mettre l'Ukraine à l'ordre du jour contre la volonté chinoise, et à placer les dirigeants chinois face aux contradictions de leur discours¹⁴.

Les relations sino-russes sont présentées par les deux parties comme excellentes. Toutefois, l'issue du conflit demeure imprévisible et l'un des scénarios possibles est la défaite, voire la chute, de Vladimir Poutine. Dans un tel scénario, la Chine de Xi Jinping se trouverait dangereusement isolée sur la scène internationale.

Après l'Ukraine, Taïwan ?

Un autre effet délétère, et à plusieurs égards pour la Chine, est l'impact du conflit en Ukraine sur Taïwan. Pour Pékin, les cas de Taïwan et de l'Ukraine ne sont en aucun point comparables. D'un côté, l'Ukraine est un État souverain membre de l'ONU, de l'autre Taïwan est considérée comme une province chinoise rebelle. Pour autant, les parallèles sont multiples. L'Ukraine et Taïwan sont des puissances « faibles », confrontées à une grande puissance voisine animée de velléités irrédentistes et impérialistes. Dans les deux cas, des liens historiques et linguistiques forts existent entre la puissance dominante et la puissance menacée. L'Ukraine et Taïwan sont toutes deux des démocraties face à des régimes autoritaires. À l'échelle globale, l'Ukraine comme Taïwan se trouvent sur la ligne de fracture entre deux blocs antagonistes qui se cristallisent : les démocraties libérales contre les systèmes autoritaires antilibéraux.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a surpris nombre de spécialistes, a ainsi suscité une profonde remise en question quant à la détermination réelle de la Chine à envahir Taïwan. Pékin ne cache pas son projet d'« unifier » l'île, si nécessaire par la force, et Xi Jinping a significativement musclé son discours et son action pour faire pression sur Taïwan. À l'aune de l'exemple ukrainien, une partie de la communauté internationale semble avoir pris conscience de la menace pesant sur l'île de 23,5 millions d'habitants. Cette dernière n'est certes reconnue que par 14 États

14. « EU-China Summit: Restoring Peace and Stability in Ukraine is a Shared Responsibility », Conseil de l'Union européenne, 1^{er} avril 2022, disponible sur : www.consilium.europa.eu.

dans le monde, mais les grandes puissances occidentales et asiatiques se montrent légitimement préoccupées par les conséquences potentielles d'une éventuelle offensive chinoise sur la stabilité en Asie-Pacifique, sur les routes commerciales et sur les approvisionnements en composants électroniques – en particulier les semi-conducteurs, dont Taïwan est le leader mondial de la production. Ainsi, nombre de dirigeants européens, nord-américains et japonais renforcent-ils leurs relations avec et leur soutien à Taïpei, dans le but de dissuader Pékin de se lancer dans une aventure militaire. Au vu du soutien international apporté à l'Ukraine, les responsables chinois peuvent craindre une large mobilisation en faveur de Taïwan en cas d'offensive.

Il existe deux différences de taille entre les deux contextes, en défaveur de Pékin. La première est que Taïwan est une île, par conséquent difficile à prendre, *a fortiori* dans un environnement météorologique contraignant. Cette dimension peut s'avérer déterminante quand on sait les difficultés de l'armée russe à conquérir le territoire ukrainien, limitrophe et plat. La seconde différence est qu'en amont de son invasion de l'Ukraine, Vladimir Poutine savait que son armée n'aurait à affronter que l'armée ukrainienne, les États-Unis et l'OTAN ayant explicitement déclaré qu'ils n'interviendraient pas. Dans le cas de Taïwan, la situation est tout autre. Les États-Unis, qui maintiennent depuis 1979 une doctrine d'ambiguïté stratégique à son égard, envoient de plus en plus de signaux dans le sens d'un soutien direct à l'île. Le président Joe Biden a multiplié les déclarations polémiques sur le sujet. Le 23 mai, lors d'une conférence de presse à Tokyo, il a ainsi répondu¹⁵ à une journaliste qu'il était « prêt à intervenir militairement pour défendre Taïwan », apparemment en rupture avec la doctrine officielle, avant de rétro pédaler le lendemain en déclarant que la politique américaine restait inchangée. Gaffe volontaire ou acte manqué, le message est passé et la position de l'administration américaine apparaît désormais claire : elle fera tout pour empêcher la prise de Taïwan par la force. Pékin doit s'attendre à faire face aux États-Unis, et potentiellement à certains de leurs alliés.

Enfin, l'Ukraine a généré une prise de conscience à Taïwan même, sur la capacité de la société civile à faire face à une invasion et à mener une guerre de résistance. Les discussions vont bon train sur la réforme du service militaire obligatoire, pour allonger sa durée (actuellement de quatre mois), améliorer substantiellement la qualité de la formation (en

15. « Watch Live: Joe Biden and Fumio Kishida Press Conference », *South China Morning Post*, 23 mai 2022, disponible sur : www.youtube.com.

l'orientant davantage vers le combat) et l'étendre aux femmes¹⁶. Les débats portent aussi sur la réforme de la réserve, afin de doubler le nombre de recrues annuelles, d'augmenter et améliorer les périodes d'entraînement, et de renforcer la préparation au combat¹⁷. Depuis la guerre en Ukraine, la population taïwanaise soutient ces réformes et nourrit même une forte demande pour les formations militaires et de premiers secours. Les initiatives locales de stages d'entraînement se multiplient. Le ministère de la Défense nationale de Taïwan a quant à lui publié en avril 2022 un « Manuel de la défense nationale pour tous », fascicule de 28 pages expliquant les bons réflexes à adopter en cas de guerre pour trouver refuge, contacter les secours et assurer sa sécurité¹⁸.

Les parallèles entre l'Ukraine et Taïwan sont donc en partie pertinents, et les conclusions que l'on peut en tirer sont globalement défavorables au projet d'unification de la RPC. Il y a tout lieu de croire que dirigeants et stratèges militaires chinois observent de près la situation en Ukraine, en tirent les leçons et réévaluent leurs calculs stratégiques, peut-être avec davantage de prudence. Une hypothèse plus pessimiste voudrait que ces dirigeants chinois, voyant le soutien international à Taïwan se renforcer, son armée se moderniser et sa population s'inspirer de la résistance ukrainienne, pourraient vouloir précipiter une offensive qui pourrait s'avérer plus coûteuse à l'avenir.

L'« amitié sans limite » sino-russe, un écran de fumée ?

Une question cruciale posée par la guerre en Ukraine est la nature et l'étroitesse du partenariat sino-russe. En janvier 2021, la diplomatie chinoise déclarait que la coopération bilatérale ne connaissait « pas de limite ni de zone interdite¹⁹ ». En décembre de la même année, c'est l'amitié même entre les deux pays qui était décrite²⁰ comme « sans limite » par la partie chinoise. L'expression est depuis régulièrement employée dans le discours officiel de Pékin, avec celle d'« amitié solide

16. « Longer Compulsory Military Service "Necessary": DPP Legislator », Focus Taiwan, 21 mars 2022, disponible sur : focustaiwan.tw.

17. « New Intensified Reservist Training Program Set to Launch », Focus Taiwan, 2 mars 2022, disponible sur : focustaiwan.tw ; « Ukraine Crisis Shows Importance of Reservist Training: Think Tank », Focus Taiwan, 26 février 2022, disponible sur : focustaiwan.tw ; « Taiwan Military to Double Recruitment of "Weekend Warriors" Next Year », Focus Taiwan, 29 mai 2022, disponible sur : focustaiwan.tw.

18. « Manuel de la défense nationale pour tous », ministère de la Défense nationale de la république populaire de Chine, 12 avril 2022, disponible sur : www.mnd.gov.tw.

19. « China-Russia Strategic Cooperation Sees no Limit, no Forbidden Zone: FM Spokesperson », Xinhua News Agency, 19 janvier 2021, disponible sur : www.xinhuanet.com.

20. « Vice Foreign Minister Le Yucheng: There is No Limit to the Friendship, No Forbidden Zone to the Cooperation and No Ceiling to the Mutual Trust between China and Russia », ministère des Affaires étrangères de la république populaire de Chine, 3 décembre 2021, disponible sur : www.fmprc.gov.cn.

comme le roc²¹ », y compris depuis le début de la guerre en Ukraine. « Amitié » est donc le mot clé mis en avant par la Chine pour qualifier sa relation avec la Russie. Cette amitié caractérise avant tout la relation entre les deux chefs d'État : Xi Jinping a qualifié²² à plusieurs reprises Vladimir Poutine de « meilleur ami » et de « confident ». Les deux hommes partagent sans aucun doute de nombreux points communs : une approche virile de la gouvernance, la volonté de se maintenir au pouvoir au-delà des limites initialement fixées par leurs constitutions respectives, une détestation des démocraties libérales et de Mikhaïl Gorbatchev, le fossoyeur de l'URSS.

Ils se rejoignent également assez largement sur leur vision de l'ordre international. Le 4 février 2022, à l'issue d'un sommet sino-russe, quelques heures avant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver, les deux parties ont publié une déclaration conjointe portant sur leur vision commune des relations internationales²³. Le point de convergence essentiel est l'opposition aux États-Unis et aux démocraties occidentales. Pékin est, par exemple, tout à fait solidaire du discours victimaire de Moscou sur la menace que ferait peser l'OTAN, et reprend à son compte le récit du Kremlin sur les vagues d'élargissement de l'Alliance ayant provoqué la réponse russe. La Chine est d'autant plus solidaire de la Russie qu'elle est elle-même devenue un sujet de discussion prioritaire au sein de l'OTAN. Elle avait été mentionnée²⁴ pour la première fois dans la déclaration conjointe du sommet de Londres de décembre 2019, comme porteuse de « défis et d'opportunités » pour l'Alliance. Avec le sommet de Madrid de juin 2022 et l'adoption de son nouveau Concept stratégique, la Chine est désormais identifiée comme un « défi systémique » pour l'Alliance²⁵. En outre, Pékin voit émerger et se renforcer divers cadres de coopération « minilatéraux » dans la zone qu'elle refuse de nommer Indo-Pacifique, avec le Quad (États-Unis, Japon, Inde et Australie) et AUKUS (Australie, Royaume-Uni et États-Unis).

Pékin est tout à fait solidaire du discours victimaire de Moscou

21. A. Fan, « China-Russia Friendship "Rock-Solid, Free from Interference by any Third Party", Says Chinese FM », *Global Times*, 7 mars 2022, disponible sur : www.globaltimes.cn.

22. « Xi Presents China's First Friendship Medal to "best friend" Putin », CGTN, 8 juin 2018, disponible sur : news.cgtn.com.

23. « Joint Statement of the Russian Federation and the People's Republic of China on the International Relations Entering a New Era and the Global Sustainable Development », Kremlin, 4 février 2022, disponible sur : www.en.kremlin.ru.

24. « London Declaration », Organisation du traité de l'Atlantique nord, 4 décembre 2019, disponible sur : www.nato.int.

25. « NATO 2022, Strategic Concept », Organisation du traité de l'Atlantique nord, 29 juin 2022.

Il convient toutefois de garder quelque distance avec le discours officiel de « l'amitié sans limite » livré par la diplomatie chinoise. Tout d'abord, bien qu'il y ait certaines convergences stratégiques entre les deux pays et vraisemblablement une bonne entente entre les deux chefs d'État, la formule du général de Gaulle reste en l'espèce pertinente : « Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ». On pourrait même soutenir que Pékin et Moscou, dans leur volonté de défaire l'hégémonie américaine et l'influence des démocraties occidentales, ont tout intérêt à mettre en scène un partenariat aussi étroit et solide que possible, à visée dissuasive pour l'Occident. Il n'en reste pas moins que, comme l'écrit Bobo Lo²⁶, il s'agit d'une « relation basée sur les intérêts entre des acteurs stratégiquement autonomes ».

La posture de la Chine dans la guerre en Ukraine montre bien cette nuance. Elle soutient Moscou politiquement et implicitement, mais ne s'ingère pas militairement dans le conflit et respecte les sanctions internationales contre la Russie. Son intérêt est de rester aussi longtemps que possible à l'écart du conflit. Sur certains aspects de cette guerre, sur lesquels le pouvoir chinois ne communique pas à dessein, Chine et Russie devraient en principe être fermement opposées. La reconnaissance unilatérale de l'indépendance des républiques populaires autoproclamées de Lougansk et Donetsk par Vladimir Poutine, suivie de l'invasion de l'Ukraine – État souverain, membre de l'ONU et reconnu par la RPC – s'inscrit à rebours de la doctrine diplomatique de la Chine. Cela crée par ailleurs un précédent potentiellement dangereux pour Pékin qui connaît lui-même des mouvements indépendantistes (Tibet, Xinjiang, Taïwan), qu'il redoute de voir soutenus par des puissances étrangères. Ceci explique le silence de la Chine sur la question des républiques populaires autoproclamées de Lougansk et Donetsk – tout comme sur l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud – et son refus de parler d'invasion de l'Ukraine, pour ne pas contrevenir à ses propres principes.

Argument supplémentaire : sur le plan historique, la Chine et la Russie sont loin de constituer des alliés naturels. Depuis la proclamation de la RPC en octobre 1949, l'URSS a plus souvent été un adversaire qu'un partenaire pour la Chine, les deux pays communistes s'étant même affrontés militairement à diverses reprises à la fin des années 1960. Depuis la chute de l'URSS, la coopération dans les domaines militaire et spatial a repris, progressivement et de façon limitée, mais la méfiance mutuelle a persisté.

26. B. Lo, « Turning point? Putin, Xi, and the Russian Invasion of Ukraine », Lowy Institute, 25 mai 2022, disponible sur : www.lovyinstitute.org.

Surtout, la relation a toujours été déséquilibrée, d'abord du fait de la supériorité scientifique et technique russe, aujourd'hui en raison de la domination économique écrasante de la Chine. De manière paradoxale à première vue, la coopération bilatérale s'approfondit à mesure que s'accroît l'asymétrie en faveur de la Chine, et ce depuis 2014. L'annexion de la Crimée par Vladimir Poutine a laissé le dirigeant russe isolé sur la scène internationale et son économie frappée par les sanctions internationales. La Chine a alors constitué une échappatoire pour signaler à l'Occident que la Russie n'était ni isolée, ni en difficulté, au prix toutefois de concessions importantes faites à Pékin. C'est à partir de 2014 que les deux pays ont entamé une coopération énergétique de grande envergure, avec des modalités très favorables à la Chine. C'est également à cette époque que Moscou s'est montré beaucoup plus enclin à transférer à la Chine des technologies sensibles, militaires et spatiales, ce à quoi il se refusait jusqu'alors²⁷.

On observe ainsi d'ores et déjà que la guerre en Ukraine exacerbe l'asymétrie de la relation sino-russe, avec le risque pour la Russie de devenir entièrement dépendante de la Chine aux niveaux économique, diplomatique, scientifique (programme d'exploration lunaire), technologique et, demain peut-être, militaire.



Mots clés

Chine
Russie
Relations sino-russes
Guerre en Ukraine

27. Pour aller plus loin sur ce sujet voir : M. Julienne, « China-Russia Cooperation in Space: The Reality Behind the Speeches », Center for Strategic and International Studies, 2022 (à paraître).

